

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 287

[C - 98/27049]

22 JANUARI 1998. — Decreet tot wijziging van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. Artikel 29ter van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

(1) *Zitting 1997-1998*

Stukken van de Raad 264 (1996-1997), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 januari 1998.

Bespreking. Stemming.



F. 98 — 288

[C - 98/27050]

22 JANVIER 1998. — Décret relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est applicable aux organismes d'intérêt public suivants :

- 1° Port autonome de Liège;
- 2° Port autonome de Charleroi;
- 3° Port autonome de Namur;
- 4° Société régionale wallonne du Logement;
- 5° Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 6° Institut scientifique de Service public;
- 7° Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;
- 8° Centre régional d'Aide aux Communes;
- 9° Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;
- 10° Centres hospitaliers psychiatriques de la Région wallonne.

Art. 2. Sous réserve des adaptations nécessaires auxquelles procède le Gouvernement en fonction des particularités éventuelles de chaque organisme, les dispositions qui constituent le statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement sont applicables au personnel des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}.

Le Gouvernement établit des règles de mobilité entre ses services et les organismes ainsi qu'entre les organismes.

La mobilité a lieu entre emplois de même rang et de mêmes qualifications et capacités auxquels est attachée une même échelle barémique.

Lorsque, en matière de mobilité, un ou plusieurs organismes d'intérêt public sont concernés, les décisions à portée individuelle sont prises par le Gouvernement sur avis conforme de l'organe compétent du ou des organismes concernés.

Art. 3. Les organismes soumis au présent décret sont tenus de fournir au Gouvernement tous renseignements demandés au sujet de la situation administrative et pécuniaire de leur personnel.

(1) *Session 1997-1998*

Documents du Conseil 268 (1996-1997), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 14 janvier 1998.

Discussion. Vote.

Art. 4. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967 et les lois des 30 juin 1975, 17 juin 1991, 19 et 22 juillet 1991 et 22 juillet 1993, est abrogé en ce qui concerne la Région wallonne.

Art. 5. L'article 34 du décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. La Société régionale nomme et révoque ses agents. »

Art. 6. L'article 35 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Le Gouvernement fixe le cadre de la Société régionale, sur la proposition de celle-ci. »

Art. 7. L'article 16, alinéa 2, du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi est abrogé.

Art. 8. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Sur la proposition du comité de gestion, le Gouvernement fixe le cadre du personnel de l'Office. »

Art. 9. A l'article 33, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 4 novembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, les mots "ainsi que la fixation de leur statut" sont supprimés;

2° au 6°, les mots "la fixation du cadre et du statut du personnel de l'Office ainsi que" sont supprimés.

Art. 10. L'article 34 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, les dispositions particulières à l'Office et le cadre de son personnel sont arrêtés par le Gouvernement de l'accord préalable du Gouvernement de la Communauté germanophone. »

Art. 11. L'article 17 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Le cadre du personnel de l'Institut est fixé, sur la proposition de celui-ci, par arrêté du Gouvernement. »

Art. 12. A l'article 6, alinéa 3, du décret du 22 novembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, les mots "leur statut et" sont supprimés.

Art. 13. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Sur la proposition du conseil d'administration, le Gouvernement arrête le cadre du personnel de l'Office.

L'Office nomme et révoque ses agents. »

Art. 14. L'article 14, § 1^{er}, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sur la proposition du Centre, le Gouvernement arrête le cadre du personnel.

Il nomme et révoque les agents du Centre. »

Art. 15. L'article 15 du même décret est abrogé.

Art. 16. A l'article 40 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les mots "qui fixe leur statut et leur traitement" sont supprimés.

Art. 17. L'article 42, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant : Le Gouvernement fixe le cadre organique du personnel de l'Agence, sur proposition du comité de gestion.

Art. 18. L'article 20 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Sur la proposition du centre, le Gouvernement arrête le cadre du personnel. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 288

[C — 98/27050]

22. JANUAR 1998 — Dekret über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret ist auf die folgenden Einrichtungen öffentlichen Interesses anwendbar:

- 1° Der autonome Hafen von Lüttich;
- 2° Der autonome Hafen von Charleroi;
- 3° Der autonome Hafen von Namur;
- 4° Die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie);
- 5° Das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
- 6° Das "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes);
- 7° Das "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus);
- 8° Das "Centre régional d'Aide aux Communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden);
- 9° Die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);
- 10° Die psychiatrischen Krankenhäuser der Wallonischen Region.

Art. 2 - Vorbehaltlich der notwendigen Anpassungen, die die Regierung je nach den etwaigen Besonderheiten jeder Einrichtung vornimmt, finden die Bestimmungen, die das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Dienststellen der Regierung bilden, auf das Personal der in Artikel 1 angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses Anwendung.

Die Regierung legt die Bestimmungen bezüglich der Beweglichkeit zwischen ihren Diensten und den Einrichtungen sowie zwischen den Einrichtungen untereinander fest.

Die Beweglichkeit ist möglich zwischen Stellen gleichen Dienstrangs, die gleiche Befähigungen und Eignungen erfordern, und mit denen eine gleiche Besoldungsskala verbunden ist.

Wenn eine oder mehrere Einrichtungen öffentlichen Interesses in Sachen Beweglichkeit betroffen sind, werden die Beschlüsse mit individueller Tragweite von der Regierung nach eingeholtem gleichlautendem Gutachten des zuständigen Organs der betroffenen Einrichtung(en) gefaßt.

Art. 3 - Die dem vorliegenden Dekret unterliegenden Einrichtungen sind dazu verpflichtet, der Regierung alle verlangten Auskünfte über die Verwaltungs- und Besoldungslage ihres Personals zu erteilen.

Art. 4 - Artikel 11 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses in seiner durch den Königlichen Erlaß Nr. 4 vom 18. April 1967 und durch die Gesetze vom 30. Juni 1975, vom 17. Juni 1991, vom 19. und 22. Juli 1991 und vom 22. Juli 1993 abgeänderten Fassung wird in dem, was die Wallonische Region angeht, aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 34 des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 34 - Die regionale Gesellschaft ernennt und setzt ihre Bediensteten ab. »

Art. 6 - Artikel 35 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 35 - Die Regierung legt den Stellenplan der regionalen Gesellschaft auf deren Vorschlag fest. »

Art. 7 - Artikel 16, Absatz 2 des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 20 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 20 - Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses legt die Regierung den Stellenplan des Personals des Amtes fest. »

Art. 9 - Artikel 33, Absatz 1 desselben Dekrets in seiner durch das Dekret vom 4. November 1993 abgeänderten Fassung wird folgenderweise abgeändert:

1° im Punkt 2° wird der Wortlaut "sowie die Festlegung ihres Statuts" gestrichen;

2° im Punkt 6° wird der Wortlaut "die Festlegung des Stellenplans und des Statuts des Personals des Amtes sowie" gestrichen;

(1) Sitzung 1997-1998

Dokumente des Rates 268 (1996-1997) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 14. Januar 1998

Diskussion. Abstimmung.

Art. 10 - Artikel 34 desselben Dekrets wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

« In Abweichung von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, werden die für das Amt und den Stellenplan seines Personals typischen Bestimmungen durch die Regierung mit dem vorherigen Einverständnis der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft erlassen. »

Art. 11 - Artikel 17 des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 17 - Der Stellenplan des Instituts wird auf dessen Vorschlag durch einen Erlaß der Regierung festgelegt. »

Art. 12 - In Artikel 6, Absatz 3 des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" wird der Wortlaut "ihr Statut und" gestrichen.

Art. 13 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 10 - Auf Vorschlag des Verwaltungsrates legt die Regierung den Stellenplan des Amtes fest.

Das Amt ernannt und setzt seine Bediensteten ab. »

Art. 14 - Artikel 14, § 1 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Errichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Auf Vorschlag des Zentrums legt die Regierung den Stellenplan des Personals fest. Die Regierung ernannt und setzt die Bediensteten des Zentrums ab. »

Art. 15 - Artikel 15 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 40 des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von behinderten Personen wird der Wortlaut "qui fixe leur statut et leur traitement" gestrichen.

Art. 17 - Artikel 42, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt: Le Gouvernement fixe le cadre organique du personnel de l'Agence, sur proposition du Comité de Gestion.

Art. 18 - Artikel 20 des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 20 - Auf Vorschlag des Zentrums legt die Regierung den Stellenplan des Personals fest. »

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
VERTALING

N. 98 — 288

[C - 98/27050]

22 JANUARI 1998. — Decreet betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de volgende instellingen van openbaar nut :

1° "Port autonome de Liège" (Autonome haven van Luik);

2° "Port autonome de Charleroi" (Autonome haven van Charleroi);

3° "Port autonome de Namur" (Autonome haven van Namen);

4° "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse gewestelijke huisvestingsmaatschappij);

(1) *Zitting 1997-1998*

Stukken van de Raad 268 (1996-1997), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 januari 1998.

Bespreking, Stemming.

- 5° "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);
- 6° "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut);
- 7° "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de promotie van land- en tuinbouw);
- 8° "Centre régional d'Aide aux Communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten);
- 9° "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);
- 10° Psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest.

Art. 2. Onder voorbehoud van de nodige aanpassingen die de Regering uitvoert op basis van de eventuele bijzonderheden van elke instelling, zijn de bepalingen van het administratieve en geldelijke statuut van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van toepassing op het personeel van de in artikel 1 bedoelde instellingen van openbaar nut.

De Regering bepaalt regels voor de mobiliteit tussen haar diensten en de instellingen, alsook tussen de instellingen.

De mobiliteit is mogelijk tussen banen van dezelfde rang, waarvoor dezelfde kwalificaties en capaciteiten vereist zijn en die aan dezelfde weddeschaal verbonden zijn.

Wanneer de mobiliteit één of meer instellingen van openbaar nut betreft, worden de beslissingen met een individuele draagwijdte door de Regering genomen, na eensluidend advies van het bevoegde orgaan van de betrokken instelling(en).

Art. 3. De aan dit decreet onderworpen instellingen moeten de Regering alle inlichtingen verstrekken die gevraagd worden i.v.m. de administratieve en geldelijke toestand van hun personeel.

Art. 4. Artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967 en de wetten van 30 juni 1975, 17 juni 1991, 19 en 22 juli 1991 en 22 juli 1993, wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 5. Artikel 34 van het decreet van 25 oktober 1984 houdende oprichting van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) wordt als volgt vervangen :

« Art. 34. De "Société régionale" benoemt en ontslaat haar personeelsleden. »

Art. 6. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« Art. 35. De Regering stelt de personeelsformatie vast op voorstel van de "Société régionale". »

Art. 7. Artikel 16, tweede lid, van het decreet van 16 december 1988 tot oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« Art. 20. De Regering stelt de personeelsformatie van de Dienst vast op voorstel van het beheerscomité. »

Art. 9. In artikel 33, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 november 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden "alsmede de vaststelling van hun statuut" geschrapt;

2° in 6° worden de woorden "de vaststelling van de personeelsformatie en van het statuut van het personeel van de Dienst alsmede" geschrapt.

Art. 10. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt met het volgende lid aangevuld :

« In afwijking van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden de bepalingen i.v.m. de Dienst en zijn personeelsformatie door de Regering vastgesteld, met de voorafgaande instemming van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 11. Artikel 17 van het decreet van 7 juni 1990 tot oprichting van een "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut voor het Waalse Gewest) wordt als volgt vervangen :

« Art. 17. De personeelsformatie van het Instituut wordt op zijn voorstel bij besluit van de Regering vastgesteld. »

Art. 12. In artikel 6, derde lid, van het decreet van 22 december 1994 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw, worden de woorden "hun statuut en" geschrapt.

Art. 13. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« Art. 10. De Regering stelt de personeelsformatie van de Dienst vast op voorstel van de raad van bestuur.

De Dienst benoemt en ontslaat zijn personeelsleden. »

Art. 14. Artikel 14, § 1, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, wordt als volgt vervangen :

« § 1. De Regering stelt de personeelsformatie vast op voorstel van het Centrum.

Ze benoemt en ontslaat de personeelsleden van het Centrum. »

Art. 15. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 40 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, worden de woorden "die hun statuut en wedde vaststelt" geschrapt.

Art. 17. In artikel 42 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid als volgt vervangen : « De Regering stelt de personeelsformatie van het Agentschap vast op voorstel van het beheerscomité. »

Art. 18. Artikel 20 van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen wordt als volgt vervangen :

« Art. 20. De Regering stelt de personeelsformatie vast op voorstel van het centrum. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 289

[C - 97/31474]

6 OKTOBER 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vastlegging van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan tot wijziging van het gewestelijk ontwikkelingsplan, vastgelegd op 3 maart 1995 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 20, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1972 inzake de voorstelling en de uitvoering van de ontwerpplannen en de gewestplannen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 1995 tot vastlegging van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan;

Gelet op het besluit van 5 december 1996 houdende de beslissing tot wijziging van de bundel geschreven stedenbouwkundige voorschriften van de verordenende kaart van de bodembestemming van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, vastgelegd op 3 maart 1995;

Overwegende dat de terreinen van de "Scheutbos" op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek en Anderlecht een gebied vormen dat thans bestaat uit uitgestrekte weiden, braakgronden, akkers, en niet-bebouwde beboste stukken grond;

Overwegende dat de voornoemde terreinen van uitzonderlijke kwaliteit zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zowel op esthetisch en geschiedkundig vlak als op het vlak van fauna en flora;

Overwegende dat deze plaats, meer bepaald wat betreft de fauna en flora, een opmerkelijke verscheidenheid en rijkdom biedt;

Overwegende dat de bebouwing van deze terreinen de kwaliteiten van de Scheutbos teniet zouden doen;

Overwegende dat de geschreven voorschriften van het bestemmingsplan van het Gewestplan van de Brusselse agglomeratie, vastgelegd op 28 november 1979, de voornoemde terreinen bestemmen als reservegebied;

Overwegende dat de geschreven stedenbouwkundige voorschriften van de verordenende kaart van de bodembestemming van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, vastgelegd op 3 maart 1995, deze terreinen bestemmen als gebieden voor grondreserve en als perimeter van culturele, historische en esthetische waarde of voor stadsverfraaiing;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 289

[C - 97/31474]

6 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le projet de plan régional de développement modifiant le plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 20, § 2;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 1995 arrêtant le Plan régional de développement;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1996 décidant de la modification du cahier des prescriptions urbanistiques littérales de la carte réglementaire de l'affectation du sol du Plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995;

Considérant que les terrains situés à Molenbeek-Saint-Jean et à Anderlecht, constituant le site du "Scheutbos", forment une vaste étendue de prairies pâturées, friches, cultures, lambeaux boisés non urbanisés à ce jour;

Considérant que les terrains précités présentent des qualités exceptionnelles sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, aussi bien du point de vue esthétique et historique que du point de vue de la faune et de la flore;

Considérant en particulier en ce qui concerne la faune et la flore, que le site présente une diversité et une richesse tout à fait remarquable;

Considérant que l'urbanisation des terrains anéantirait les qualités du site du Scheutbos;

Considérant que les prescriptions graphiques du plan des affectations du Plan de secteur de l'Agglomération bruxelloise arrêté le 28 novembre 1979 affectent les terrains précités en zone de réserve;

Considérant que les prescriptions graphiques de la carte réglementaire de l'affectation du sol du Plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 affectent ces terrains en périmètre de réserve foncière et en périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique ou d'embellissement;